

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Environnement SUD

Perpignan, le 19/04/2023

2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **GO NEMO RIVESALTES SCI**

24-26 rue de la Pépinière  
75008 Paris

Références : 2023 – 074 – PR/EX  
Code AIOT : 0018300038

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement GO NEMO RIVESALTES SCI implanté ZAC Espace Méditerranée 2, rue Lucien Vidie (66600) Rivesaltes. L'inspection a été annoncée le 06/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'Action Nationale 2023 Post accident- Rouen : mise en oeuvre des évolutions réglementaires de 2020 et 2021, pour les liquides inflammables et stockages de matières combustibles (Volet Entrepôts).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site au regard de la réglementation "ICPE".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GO NEMO RIVESALTES SCI (ex AFD )
- ZAC Espace Méditerranée 2 rue Gustave Eiffel Immeuble A 66600 Rivesaltes
- Code AIOT : 0018300038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

#### **Historique Industriel:**

Initialement la société GEMFI a été autorisée à exploiter un entrepôt situé à la ZAC Espace Entreprises Méditerranée 2 à Rivesaltes par arrêté du 14/01/2004. Le projet consistait à la création de quatre bâtiments destinés à une activité de logistique pour une surface totale d'entrepôt d'environ 100.000 m<sup>2</sup>. Un seul des 4 bâtiments a finalement été construit et livré le 11/07/2007, pour une surface de 28.000 m<sup>2</sup>.

Pour tenir compte de la modification du projet initial, la société GEMFI a déposé en septembre 2011 un dossier de mise à jour de son dossier de demande d'autorisation qui a donné lieu à l'arrêté complémentaire du 16/12/11. Cet arrêté a redéfini les prescriptions applicables en annulant celles de l'arrêté d'autorisation du 14/04/04 ; l'APC du 16/12/11 constitue l'acte de référence pour cet établissement.

L'entrepôt construit correspond au bâtiment A de la demande d'autorisation d'exploiter. Il a une surface de 28706 m<sup>2</sup> et une hauteur maximale sous bac de toiture de 11 m, le volume est donc d'environ 316000 m<sup>3</sup>. Cet entrepôt est découpé en 5 cellules indépendantes d'environ 6000 m<sup>2</sup> chacune - (Cellule 1 : 5 634,60 m<sup>2</sup>, Cellule 2 : 5 614,50 m<sup>2</sup>, Cellule 3 : 5 684,50 m<sup>2</sup>, Cellule 4 : 5 614,40 m<sup>2</sup>, Cellule 5 : 5 853,40 m<sup>2</sup>).

L'entrepôt possède 2 chaudières de 1 MW chacune et chaque cellule dispose d'un local de charge de 60 kW chacun.

Le local incendie est situé en façade nord-est. La défense incendie est assurée par un système d'extinction par sprinkler utilisant des têtes de type ESFR (Early Suppression Fast Reponse) alimenté par 2 groupes motopompes diesel de 442 m<sup>3</sup> /h (+ 1 pompe jockey électrique de 5 m<sup>3</sup>/h) connecté à 2 réserves aériennes de 474 m<sup>3</sup> munis de raccords pompiers normalisés et d'un indicateur de niveau. Le site dispose d'une 3ème réserve aérienne d'eau de 474 m<sup>3</sup>.

Un bassin de rétention présent sur site permet de retenir les eaux pluviales (pluie occurrence décennale), avant traitement par un séparateur d'hydrocarbures. Ce bassin a également été dimensionné pour recueillir les eaux d'extinction incendie.

Cet entrepôt est destiné à être loué à des exploitants logisticiens pour accueillir une activité d'entreposage et de logistique de marchandises diverses. A ce jour, les 5 cellules accueillent 6 sociétés, à savoir: C1 Solipack (panneaux photovoltaïques, solaires, PV etc); C2 Chronopost (messagerie), C3 Tempo One (logistique cvc chauffage ventilation); C4 Fimar (produit de bureau de tabac); C5 Catana (stockage d'accastillage) Laffage (vin).

#### Historique administratif:

- AP 14/01/04 : autorisation initiale
- APC 16/12/11 : mettant à jour les prescriptions et annulant les prescriptions de l'AP du 14/01/04
- récépissé de changement d'exploitant du 05/02/14 : GEMFI → AFD RIVESALTES
- récépissé de changement d'exploitant du 02/10/2018 d'une ICPE en déclaration : AFD Rivesaltes → Go Nemo (courrier du 28/09/2018 de déclaration de changement d'exploitant)

#### Rubriques :

- 1510-2a « entrepôt » autorisé (316 000 m<sup>3</sup>)
- 1530-1 « dépôt de papiers, cartons ou analogues » autorisé avec régime en vigueur en enregistrement (68 310 m<sup>3</sup>)
- 1532-1 « dépôt de bois ou analogues » autorisé (68 310 m<sup>3</sup>)
- 2663-1a « Stockage de pneumatiques alvéolaires ou expansés » autorisé avec régime en vigueur en enregistrement (68 310 m<sup>3</sup>)
- 2663-2a « Stockage de pneumatiques » en enregistrement (68 310 m<sup>3</sup>)
- 2925-1 « Charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène » en déclaration (300 kW)
- 2910-A2 « combustion » (par antériorité).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- ➔ Situation administrative (titulaire de l'autorisation et rubriques ICPE)
- ➔ Action nationale "entrepôts" (Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers; Lutte contre un incendie; Etat des stocks) en application de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/12/2011.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
3. « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article L. R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Audit réglementaire	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 9.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
16	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
18	EDD intègre les produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
19	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
20	Point de contrôle supplémentaire: rétention	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
21	Point de contrôle supplémentaire: accès	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
22	Point de contrôle supplémentaire: déchets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 5.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
23	Point de contrôle supplémentaire: étanchéité	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 4.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 20 faits "avec suites administratives", ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

Ces faits "avec suites administratives" relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives à savoir de mettre en demeure la société Go Nemo de se mettre en conformité aux dispositions applicables, sous un délai de 2 à 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral dont le projet est annexé au présent rapport d'inspection.

A noter que la société Go Nemo Rivesaltes est détenue par le groupe d'investissement britannique BENTALLGREENOAK qui donne mandat à la société d'investissement et de gestion spécialisée dans l'immobilier commercial « Hemisphère », qui commissionne à son tour la société « Scaprim » pour la gestion technique. Cette situation entraîne des difficultés dans la gestion administrative du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance les principaux éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas de tous les documents techniques initiaux, tels que les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenue pour les dispositifs de détection (exigence imposée au point 12 de l'arrêté) ou de dimensionnement des moyens de lutte incendie (exigence imposée au point 13 de l'arrêté). En parallèle, l'inspection a rappelé les exigences nouvelles « post incendie Rouen » notamment les documents des assureurs à la disposition de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Mise en demeure :</b> La société Go Nemo doit justifier qu'elle dispose des éléments utiles pour la situation administrative et technique de l'établissement, en particulier les documents démontrant la pertinence du dimensionnement des moyens de lutte incendie.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p> <p><b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n°2011350-001 du 16/12/11, a annulé les prescriptions de l'arrêté d'autorisation initial du 14/01/04 et a mis à jour les prescriptions applicables. Le tableau des rubriques ICPE autorisées de l'article 1.2.1, acte notamment la rubrique 1510 sous le régime d'autorisation avec 30 360 tonnes et 316 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Suite à la modification de la nomenclature, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité par courrier du 21/12/2021, en particulier pour la rubrique 1510 sous le régime de l'enregistrement et pour supprimer le double classement avec les rubriques 26XX. Les activités restantes classées seraient visées par les rubriques 1510-2b, 2925-2, 2910-A2. Par courrier du 7/01/2022, la préfecture a demandé de compléter la demande en justifiant l'application de l'arrêté du 24/09/2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et en s'appuyant du guide d'application de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a informé qu'en l'absence de réponse de la société Go Nemo au courrier de la préfecture du 7/01/2022, la demande de bénéfice d'antériorité n'a pas été actée. A cette occasion, l'inspection a rappelé la règle de calcul pour le stockage de vin (cellule n°5 employée par la société Lafage) dont la note de doctrine générale n° BRTICP/2011-331/AL-PB du 28/11/11 relative au classement des stockages associés à certaines activités de production alimentaire précise que pour le stockage de vin, la masse de matière combustible à comparer au seuil de classement de la rubrique 1510 de 500 tonnes est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une part, la masse d'alcool des vins de titre alcoométrique strictement supérieur à 10 %. A titre forfaitaire, une densité d'éthanol dans le vin égale à 0,8 peut être prise en compte pour le calcul de cette masse ;</li> <li>- d'autre part, la masse des autres matériaux combustibles présents, en particulier les contenants et les produits de conditionnement (fûts ou cuves en bois, palettes...).</li> </ul> <p>Enfin, l'inspection a souligné l'absence d'information relative à l'identification des responsables du site, suite à la reprise de la société Go Nemo par la société britannique BGO (Green OAK).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><b>Mise en demeure :</b></p> <p>La société Go Nemo doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>répondre au courrier de la préfecture du 7/01/2022 exigeant de compléter la demande de bénéfice d'antériorité en s'appuyant sur le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié.</li> <li>s'assurer de l'identification des responsables du site auprès de l'administration, suite à la reprise de la société Go Nemo par la société britannique BGO (Green OAK).</li> </ul>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Audit réglementaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, vérification systématique et exhaustive
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les modalités de l'audit défini dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance, un audit de conformité réglementaire en cours de rédaction par l'organisme de contrôle de la société Costratégic. Le document présente des non-conformités et doit être complété d'un plan de mise en conformité. L'exploitant ne dispose pas des audits antérieurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Mise en demeure :</b> La société Go Nemo doit transmettre un audit de conformité réglementaire établi par un organisme extérieur compétent et indépendant. Cette vérification exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation, doit être accompagné d'un plan de mise en conformité.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



#### N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance un état des matières stockées sommaire. Le document n'est pas mis à jour hebdomadairement et n'est ni accompagné d'un plan général des zones de stockage, ni des FDS des produits dangereux présents. Aucun inventaire physique annuel n'est réalisé permettant un recalage périodique de l'état des matières stockées. Le POI (version 2023) transmis en début d'année ne contient pas l'état des matières stockées. L'inspection a rappelé que l'état des matières stockées doit être accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<u>Mise en demeure :</u> La société Go Nemo doit justifier de la tenue à jour : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un état des matières stockées mis à jour a minima de manière hebdomadaire, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne ;</li><li>• du référencement de l'état des matières stockées dans le plan d'opération interne ;</li><li>• d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état des matières stockées, ;</li><li>• d'un recalage périodique de l'état des matières stockées effectué par un inventaire physique annuel ;</li><li>• des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent.</li></ul> La société Go Nemo doit indiquer les conditions d'accès à l'ensemble de ces documents qui doivent être accessibles à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 5 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b> En l'absence d'un état des stockages conforme, la visite n'a pas permis vérifier que l'état des matières stockées ne se limitent pas à la liste des articles, mais bien à des quantités par type de danger et par rubrique 4XXX) et discriminées par cellule.</p> <p>L'inspection a rappelé en séance l'objectif de l'état des matières stockées et l'échéance au 1er janvier 2022 pour les installations à enregistrement ou autorisation au titre de la 1510.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><u>Mise en demeure :</u></p> <p>La société Go Nemo doit s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'état des matières stockées permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</li> <li>• pour les matières dangereuses, figurent a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</li> <li>• pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, figurent a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</li> </ul>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'état des matières stockées sous un format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée. L'inspection a rappelé en séance que l'état des matières stockées doit permettre de répondre aux besoins d'information de la population et l'échéance au 1er janvier 2022 pour les installations à enregistrement ou autorisation au titre de la 1510.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<u>Mise en demeure :</u> La société Go Nemo doit s'assurer que l'état des matières stockées répond aux besoins d'information de la population avec un format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
<b>Constats :</b> En l'absence d'un état des stockages conforme, la visite n'a pas permis vérifier les conditions de stockage des matières chimiquement incompatibles. L'inspection a rappelé en séance les conditions de stockage des matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<u>Mise en demeure :</u> La société Go Nemo doit justifier : <ul style="list-style-type: none"><li>• que les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</li><li>• que les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.</li><li>• que les cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</li></ul>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>N° 9 : Conditions de stockage</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p><b>Constats :</b> En l'absence d'un plan des stockages lié à l'état des stocks, l'inspection n'a pas pu vérifier la disposition et les conditions de stockage.</p> <p>Toutefois, lors de la visite des cellules, l'inspection a constaté que la distance minimale de 1 mètre n'est pas respectée en tout point, par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>L'inspection a rappelé en séance les dispositions et les conditions de stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><b>Mise en demeure :</b></p> <p>La société Go Nemo doit transmettre un plan des stockages lié à l'état des stocks permettant de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</li> <li>• que les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</li> <li>• que les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :           <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</li> <li>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</li> <li>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</li> </ul> </li> <li>• que la hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</li> <li>• qu'en présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L et à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> </ul>
<b>Proposition de délais : 2 mois</b>

#### N° 10 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> <p><b>Constats :</b> A défaut d'un état des stockages conforme, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'absence de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. D'après l'exploitant, ce type de stockage n'est pas réalisé. L'inspection a rappelé en séance l'interdiction applicable depuis le 1er janvier 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><u>Mise en demeure :</u> La société Go Nemo doit justifier de l'interdiction de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L, en l'absence de dispositifs adaptés.</p>
<b>Proposition de délais : 2 mois</b>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.            Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.            Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.</p>
<p><b>Constats :</b> L'entrepôt est équipé de lampes à vapeur de sodium. Certaines cellules ont bénéficié du remplacement de ces luminaires par un éclairage led.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la distance minimale de 1 mètre n'est pas respectée en tout point du stockage, notamment par rapport à la base de la toiture ou le plafond ou tout système d'éclairage, conformément au point 9 de l'arrêté ministériel. Ainsi, tous les appareils d'éclairage fixes ne sont pas suffisamment éloignés des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><u>Mise en demeure :</u>            La société Go Nemo doit justifier que les appareils d'éclairage fixes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs ;</li> <li>• sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement et que les lampes à vapeur de sodium sont équipés de dispositifs de confinement dans l'appareil en cas d'éclatement de l'ampoule.</li> </ul>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p><b>Constats :</b> L'entrepôt est équipé d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Il s'agit d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A, équipé d'une alarme de type 1. L'équipement de contrôle et de signalisation (ECS) et le centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) sont sous la surveillance du service de sécurité incendie et d'assistance à personnes de niveau 1 (SSIAP 1) pendant sa présence au PC Sécurité. En dehors des heures de présence du service de sécurité, les alarmes sont gérées par une société de télésurveillance.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection, conformément au dossier prévu au point 1.2.</p> <p>Le compartimentage des 5 cellules est d'ores et déjà assuré pour séparer les différents locataires de l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le suivi de l'entretien de la SSI, notamment par la société CEMIS le 24/11/2022. L'alarme n'est pas perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. En effet, le rapport du dernier exercice POI dénonce que le signal sonore d'évacuation est inaudible chez FIMAR et LAFAGE. La SSI rencontre également un problème de « communication » avec alarme, déclenchant intempestivement le signal sonore. L'exploitant a mandaté une société spécialisée pour le remplacement du dispositif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><b>Mise en demeure :</b></p> <p>La société Go Nemo doit transmettre les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection incendie (adéquation entre les détecteurs et les produits stockés), justifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, équipant les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages ;</li> <li>de l'asservissement de la détection à une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</li> </ul>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



<b>N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> <li>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</li> </ul> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b> L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques prévus lors de l'autorisation du site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de 6 poteaux d'incendie</li> <li>- d'un réseau RIA</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une installation d'extinction automatique de type sprinkler</li> <li>- de 3 réserves d'eau d'extinction</li> <li>- d'extincteur en nombre suffisant et approprié aux risque (Chaque locataire est responsable des moyens extincteurs mis en place dans sa cellule)</li> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours</li> <li>- d'un Système de Sécurité Incendie</li> </ul> <p>L'exploitant a mandaté la société EFPI pour organiser des exercices de défense contre l'incendie. Ces exercices sont renouvelés régulièrement. D'après la version 2023 du POI, l'exercice d'évacuation est annuel. Un exercice POI a été réalisé en 2022. Ces exercices ont fait l'objet de comptes rendus.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié que les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><u>Mise en demeure :</u></p> <p>La société Go Nemo doit justifier que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ;</li> <li>• des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</li> </ul>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

<b>N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p><b>Constats :</b> Le débit et la quantité d'eau dont dispose l'entrepôt pour la lutte contre un incendie sont encadrés par l'article 7.5.4 « Moyens de lutte contre un incendie » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2011 qui prescrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réseau d'eau public et/ou privé maillé alimentant au moins 7 poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, implantés à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (RIA) et à l'alimentation, à raison de 60 m3/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie. La fourniture du débit suffisant est attestée par une mesure de débit simultanée des différents moyens mis en œuvre, avec un minimum de 3 poteaux. En cas d'insuffisance du réseau d'eau public l'établissement devra être doté d'une réserve d'eau est de moyen de pompage permettant d'alimenter les moyens de lutte contre un incendie (poteaux, RIA, ...) pendant 2 heures ;</li> <li>- un système d'extinction par sprinkler utilisant des têtes de type ESFR (Early Suppression Fast Reponse) conçu pour éteindre un feu. Ce réseau sera dimensionné en fonction de la nature des risques et couvrant l'ensemble des cellules de stockage et des locaux. Ce réseau sera alimenté par deux réserves aériennes de 474 m3 munis de raccords pompier normalisés et d'un indicateur de niveau visibles et accessibles de l'extérieur. Le réseau de sprinklers est alimenté par 2 groupes motopompes diesel de 442 m3/heure + 1 pompe jockey électrique de 5m3/heure</li> <li>- une 3ème réserve aérienne d'eau de 474 m³.</li> </ul> <p>L'exploitant ne dispose ni de la note de dimensionnement de débit et de la quantité d'eau nécessaires pour la lutte contre un incendie, ni de la justification de la disponibilité effective des débits des poteaux incendie.</p>

<b>Type de suites proposées : Mise en demeure, respect de prescription</b>
<p><u>Mise en demeure :</u></p> <p>La société Go Nemo doit justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la note initiale de dimensionnement de débit et de la quantité d'eau nécessaires pour la lutte contre un incendie ;</li> <li>• que le réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (RIA) et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie. La fourniture du débit suffisant est attestée par une mesure de débit simultanée des différents moyens mis en œuvre, avec un minimum de 3 poteaux. En cas d'insuffisance du réseau d'eau public l'établissement devra être doté d'une réserve d'eau est de moyen de pompage permettant d'alimenter les moyens de lutte contre un incendie (poteaux, RIA, ...) pendant 2 heures ;</li> <li>• le cas échéant, que le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</li> </ul>
<b>Proposition de délais : 2 mois</b>

<b>N° 16 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>– les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a établi un plan de défense incendie en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. Ce PDI est inclus dans le plan d'opération interne (POI). Ce document n'est pas à jour et doit être complété en intégrant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'utilisation de la cellule 5 par la société Catana ;</li> <li>- l'état des stockages ;</li> <li>- les FDS ;</li> <li>- les notes de dimensionnement de dispositifs d'alerte et de lutte incendie ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte ;</li> <li>- ...</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Mise en demeure :</b> La société Go Nemo doit transmettre la mise à jour du plan de défense incendie en justifiant que le document comprend les pièces définies à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 18 : EDD intègre les produits de décomposition

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les incommodités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers  Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de l'EDD initiale. La société a mandaté le bureau Véritas pour la réalisation d'une étude complète.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Mise en demeure :</b> La société Go Nemo doit justifier qu'elle dispose de l'étude de danger de l'entrepôt, le cas échéant mise à jour suite aux évolutions réglementaires, notamment les informations minimales contenues dans les études de dangers prévues par l'article 1.2.1 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 19 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de l'étude FLUMILOG initiale qui doit, le cas échéant, être mise à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><u>Mise en demeure :</u>  La société Go Nemo doit justifier que l'étude FLUMILOG initiale permet de déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A).</p>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 20 : Point de contrôle supplémentaire: rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles de gestion des stockages en rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le volume d'une rétention de local de charge (réservoir enterré) n'est plus disponible. Cette rétention doit être pompée et curée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<p><u>Mise en demeure :</u>  La société Go Nemo doit justifier que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. La rétention indisponible du doit être local de charge pompée et curée.</p>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 21 : Point de contrôle supplémentaire: accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bâtiments et locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] A l'intérieur des bâtiments, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, toutes les porte de compartimentage des cellules n'étaient pas libre d'accès avec du stockage, parfois constant, devant les portes. La cellule n°5 est divisée en deux pour le stockage de deux société distinctes. La séparation est matérialisée par une clôture obstruant la circulation de l'intervention des secours en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Mise en demeure :</b> La société Go Nemo doit justifier que les allées de circulation à l'intérieur des bâtiments, sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre, notamment devant les portes de compartimentage des cellules et dans l'ensemble de la cellule n°5 divisée en deux par une clôture.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 22 : Point de contrôle supplémentaire: déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté le manque ou l'absence de tri des déchets avec la présence de bennes "tout venant" collectant palettes bois, cartons, plastiques valorisables.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Mise en demeure :</b> La société Go Nemo doit justifier de la réalisation à l'intérieur de l'établissement, de la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques, notamment en organisant le tri 5 flux (papier/carton, métal, plastique, verre et bois).
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 23 : Point de contrôle supplémentaire: étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]
<b>Constats :</b> L'étanchéité des sols assurant la collecte des effluents est dégradée autour de certains regards ou avaloirs.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Mise en demeure :</b> La société Go Nemo doit justifier de la réparation de l'étanchéité des sols assurant la collecte des effluents, notamment autour de certains regards (cellule) et avaloir (local de charge).
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois